L. S. Macaw

UN PARALLÈLE

LORD BEACONSFIELD

ET

SIR JOHN MACDONALD

PAR

JOSEPH TASSÉ

DÉPUTÉ D'OTTAWA

OTTAWA
IMPRIMERIE DU "CANADA"

1880

A l'honorable M. Massou
avec les compliments de l'auteur

UN PARALLÈLE

LORD BEACONSFIELD

ET

SIR JOHN MACDONALD

PAR

JOSEPH TASSÉ

DÉPUTÉ D'OTTAWA

OTTAWA

IMPRIMERIE DU "CANADA"

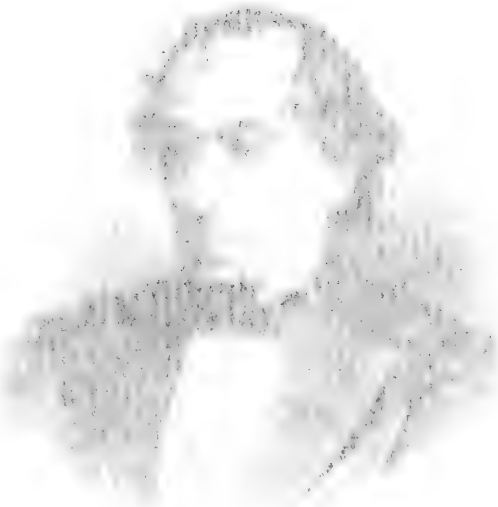
1880

136699

F5081
.9
M3
T3

LORD BEACONSFIELD, K.G.

SIR JOHN A. MACDONALD, K.C.B.



SIR JOHN A. MACDONALD, K.C.B.

UN PARALLÈLE

L A Masson

LORD BEACONSFIELD

ET

SIR JOHN MACDONALD

I

Un journal canadien publiait récemment une gravure représentant lord Beaconsfield et sir John Macdonald pour mettre en relief la ressemblance de ces deux politiques célèbres. Haute taille, figure mobile et expressive, nez proéminent, yeux pleins d'éclairs et de finesse, bouche sardonique, front développé, cheveux bouclés et légèrement argentés par le temps : tels sont leurs principaux traits physiques. On a même pu lire dans le *London World* que, si sir John Macdonald revêtait un habit de la même coupe que celui de lord Beaconsfield, puis s'aventurait dans la Chambre des pairs, personne ne songerait à lui en défendre l'entrée, et l'on verrait lord Salisbury s'empresser de lui présenter ses compliments, tant la mystification est facile.

Lord Beaconsfield compte bien sur sa tête soixante-quinze hivers ; jusqu'à ces derniers temps, sa santé était bien conservée ; mais la goutte l'ayant atteint sérieusement, sa démarche est devenue lourde et vacillante, et l'on ne retrouve plus dans l'illustre vieillard le " jeune Disraeli," si frais, si vermeil, peint par l'Américain Willis.

Avec deux lustres de moins, sir John Macdonald porte ses années sans qu'elles soient encore pour lui un fardeau ; on dirait même qu'il a pris un regain de jeunesse depuis que la faveur populaire l'a ramené au pouvoir. Ni les orages d'une vie tourmentée, ni les luttes dévorantes de la tribune, ni l'accablement des affaires n'ont pu altérer cette merveilleuse nature dont la souplesse égale la résistance. Lorsque l'on a su, comme lui, l'an dernier, organiser la plus brillante campagne électorale—couronnée par un succès complet ; lorsque l'on a su, comme lui, payer de sa personne en toute circonstance pour faire accepter son programme par les électeurs ; lorsqu'on peut, comme lui, remplir tous les rudes labeurs du *leadership* et paraître alerte et dispos après les plus longues séances de la Chambre des communes, on a lieu d'espérer plusieurs années de vie et de puissance.

Cette ressemblance des deux premiers ministres de l'Angleterre et du Canada se borne-t-elle au physique seulement ? Nous ne le croyons pas. En étudiant au moral ces personnages célèbres, on pourra leur trouver aussi des traits frappants d'affinité.

Dans son récent voyage en Angleterre, sir John Macdonald est allé passer quelques jours dans la magnifique retraite de lord Beaconsfield, à Hughenden, et son hôte illustre a dû être frappé de la similitude de ses manières, de sa conversation, de son tempérament. Tous les deux sont charmants dans la vie privée ; leur causerie, tour à tour grave et légère, est parsemée de réflexions philosophiques, d'anecdotes, de fines réparties, dont ils ont un fonds inépuisable et qu'ils savent au besoin tourner avec art contre leurs adversaires. A les voir passer leurs heures de loisir d'une façon aussi enjouée, aussi pleine d'abandon, on serait loin de soupçonner que l'un préside aux destinées d'un des plus puissants empires de la terre, et que l'autre gouverne la moitié d'un continent—destinée à devenir *a greater Britain* par la population comme elle l'est déjà par le territoire.

Que la rencontre de ces deux hommes d'Etat, tous les deux fils de leurs œuvres, tous les deux arrivés au sommet de leur ambition, ait dû être intéressante ; que ces deux esprits si fins, si primesautiers, qu'on dirait jetés dans un même moule, se soient épris mutuellement d'admiration ; que leurs entretiens, à l'ombre des frais ombrages d'Hughenden, aient été de la plus haute importance ; qu'on y ait traité des plus grands intérêts de l'empire, puis concerté quelque plan hardi pour assurer le prompt développement des ressources du Canada, c'est ce qui ne saurait faire doute pour personne.

Nous avons la preuve, au reste, de l'habileté avec laquelle notre premier ministre a su saisir

cette occasion d'intéresser le chef du cabinet anglais à notre sort dans le discours prononcé tout récemment par lord Beaconsfield à Aylesbury—discours qui signale les avantages qu'offre le Canada à l'émigration et l'influence qu'il est appelé à exercer sur les marchés européens par les abondantes productions de son sol. En effet, l'on ne connait pas d'exemple d'un premier ministre d'Angleterre qui ait fait une mention aussi longue et aussi flatteuse de notre pays, surtout dans une circonstance où il n'était aucunement tenu de parler de nous. Ce discours, inspiré évidemment en bonne partie par sir John Macdonald—et M. Disraeli nous le donne pleinement à entendre—renferme quelques inexactitudes que l'on s'est plu à exagérer ; mais il vaudra plus que toutes les réclames possibles pour fixer l'attention sur le brillant avenir réservé à la confédération canadienne.

II

Si ces deux hommes d'Etat se ressemblent beaucoup au physique et au moral, leur carrière politique renferme aussi une analogie sensible, bien qu'elle ne manque pas non plus de contrastes. Les bornes assignées à ce travail ne nous permettront que quelques aperçus esquissés à grands traits ; mais nous croyons qu'ils suffiront pour établir l'exactitude de ce parallèle.

Disons tout d'abord que leurs débuts diffèrent de plus d'une façon. Avant d'entrer au parle-

ment, et même pendant sa carrière politique —*Lothair* ne date que de 1870—M. Disraeli ne se fit pas remarquer, comme autrefois Sheridan, par des comédies, mais par des romans qui, en général, obtinrent un succès éclatant. Il avait hérité du talent littéraire de son père, Isaac Disraeli, qui a laissé quelques ouvrages fort estimés, dont le plus connu a pour titre : *Curiosités de la Littérature.* Plusieurs de ses romans, entre autres *Vivian Grey* et *Contarini Fleming*—premiers fruits de sa jeunesse—sont encore lus avec avidité, et l'on est parfois tenté de croire qu'il a voulu personnifier par la suite quelques-uns des héros enfantés par sa brillante imagination. On se demande, par exemple, s'il ne s'est pas peint à la lettre dans les aventures d'un de ses personnages, de race juive : " Ce jeune homme, étranger à cette race et à ce pays et dont tous les sentiments leur étaient même contraires, s'était cependant imposé à la confiance générale des masses et espérait pouvoir un jour les gouverner." N'est-ce pas le rôle que M. Disraeli avait assigné à son ambition lorsqu'il avouait jadis qu'il se préparait à devenir premier ministre ?

Sir John Macdonald n'a jamais écrit de romans, bien qu'il soit doué d'une imagination vive et féconde ; il ne s'est jamais non plus livré à la littérature, et cependant il a étudié avec fruit les meilleurs auteurs, ne négligeant pas, au besoin, les fleurs de la rhétorique ou les citations poétiques dans ses discours. C'est au barreau que le premier ministre canadien s'est d'abord signalé, et il y aurait remporté les plus grands succès si la politique ne l'eût enlevé de bonne heure à

ses clients. Mais quelqu'un l'a dit avec raison : il est rare que les hommes vraiment supérieurs puissent vieillir dans cette profession ; beaucoup la traversent, peu s'y fixent. Pourtant, sir John Macdonald a dû revenir de temps à autre à ses clients—qui lui ont fait le meilleur accueil—chaque fois qu'il lui est arrivé de perdre le pouvoir, qu'il ne tardait pas ensuite à ressaisir.

Nous aurions dû signaler le fait que M. Disraeli, avant de devenir romancier, étudia le droit chez un avocat, sous le toit duquel, suivant son témoignage, il dormit trois ans, mais en menant joyeuse vie au dehors durant le jour. C'est probablement tout ce qu'il connut alors du dédale de la jurisprudence anglaise.

III

Disraeli a été élu par le bourg de Maidstone, en 1837, l'année même du couronnement de Victoria, dont il devait être plus tard le conseiller éclairé. Il avait trente-deux ans. C'était peut-être tard dans un pays où les hommes politiques font leurs débuts alors que souvent ils ont à peine leurs dents de sagesse. On sait que, pour un, le célèbre Fox pénétra dans la Chambre des communes à l'âge de dix-neuf ans seulement. Il est vrai que ce n'est pas la faute de M. Disraeli s'il n'y est pas entré plus tôt ; car mainte fois auparavant il avait tenté de forcer les portes du parlement, son ambition étant mal appréciée par les électeurs, surtout ceux de High Wycombe, qui lui firent subir trois échecs con-

sécutifs, précurseurs d'une quatrième défaite à Taunton. Après avoir représenté successivement Maidstone et Shrewsbury, il trouva, en 1847, un comté selon son cœur, le comté de Buckingham, qui n'a cessé de lui être fidèle jusqu'à son élévation, en 1876, à la Chambre des pairs, c'est-à-dire pendant vingt-neuf ans. Une série non interrompue de triomphes ayant suivi ses premiers revers, on voit que M. Disraeli prophétisait lorsqu'il disait aux électeurs de High Wycombe, au lendemain de sa seconde défaite : " Je ne suis pas découragé. En aucune façon je ne me sens battu : peut-être est-ce parce que j'y suis habitué. Je puis presque m'appliquer le mot d'un illustre général italien, à qui l'on demandait, dans sa vieillesse, pourquoi il était toujours victorieux. Il répondit : " Parce que, dans ma jeunesse, j'ai toujours été battu."

Le comté de Buckingham peut se féliciter d'être une véritable pépinière de premiers ministres ; car il n'en avait pas fourni moins de quatre à l'Angleterre avant d'élire celui qui allait devenir lord Beaconsfield. Rapprochement assez singulier, ce comté a donné à la mère-patrie autant de premiers ministres que la Virginie a vu naître de présidents des Etats-Unis.

Sir John Macdonald sut, lui, conquérir d'emblée les suffrages publics. Il n'avait pas trente ans lorsque la ville de Kingston lui confia, en 1844, l'honorable tâche de la représenter dans l'ancienne Chambre d'assemblée du Canada-Uni. Les électeurs lui restèrent fidèles pendant la longue pé-

riode de trente et un ans, et—fait assez étonnant —lui tournèrent le dos, lors de la grande lutte de 1878, pour lui préférer un homme respectable, mais obscur, au moment où presque tout le pays l'élevait sur le pavois avec un enthousiasme sans pareil.

Mais qu'importe au général qu'il tombe sur le champ de bataille, s'il conduit ses troupes à la victoire ? Sir John Macdonald était seulement blessé —blessé profondément peut-être dans son amour-propre de chef—mais il n'était pas vaincu. Deux divisions électorales de l'extrême occident du Canada—Marquette (Manitoba) et Vancouver (Colombie-Britannique) — se disputèrent aussitôt l'honneur d'avoir pour représentant le premier ministre, qui accepta finalement le mandat des électeurs lointains de Vancouver. A leur tour, ceux-ci réparaient une faute semblable à celle que commit la division électorale de Montréal-Est (1872) lorsqu'elle refusa sa confiance, dans un moment d'aveuglement populaire, au meilleur ami de ses intérêts, au chef de la province de Québec, au regretté sir Georges E. Cartier—faute que les électeurs de Provencher (Manitoba) furent heureux de pouvoir effacer en élisant à l'unanimité l'un de nos plus grands hommes d'Etat.

Il est probable que l'infidélité de Kingston n'est que passagère et qu'elle s'empressera de la faire oublier à la première occasion, si toutefois elle lui est offerte. Cet exemple d'inconstance populaire n'est pas rare dans l'histoire d'Angleterre ; plusieurs de ses célébrités—notamment Burke,

Sheridan, Peel, Macaulay et Gladstone—n'ont pas été traitées avec plus d'égards par le "peuple souverain." De même que M. Disraeli, son illustre rival M. Gladstone a éprouvé quatre échecs comme candidat ; après avoir représenté tour à tour l'université d'Oxford, Newark, Lancashire et Greenwich, le chef libéral s'est vu abandonner par chacun de ces colléges électoraux, quitte ensuite à se faire élire ailleurs.

IV

A leur entrée en chambre, nos deux héros surent se distinguer par leurs talents, par leurs connaissances, par leur ardeur à la lutte. Il est vrai que le premier discours de M. Disraeli fut sifflé ; mais il ne manqua pas de s'écrier en terminant : "Je ne suis aucunement surpris de l'accueil que j'ai reçu. J'ai commencé plusieurs fois bien des choses dans ma vie, et j'ai finalement réussi. Aussi, viendra un jour où je vous forcerai de m'écouter." Il avait conscience de sa valeur, car, depuis de longues années, il n'est pas un politique anglais dont les paroles soient plus attentivement recueillies, bien que plusieurs de ses rivaux puissent lui disputer la palme oratoire.

Après douze années de vie parlementaire, M. Disraeli devenait chancelier de l'échiquier dans le cabinet de lord Derby—qui ne vécut que quelques mois—et prenait en même temps la direction du parti conservateur à la Chambre des communes, qu'il a su garder, sinon sans conteste,

du moins sans interruption, jusqu'à son élévation à la pairie. Il reprit le même poste de chancelier de l'échiquier dans le second cabinet de lord Derby, en 1858, puis en 1866 dans la troisième administration formée par cet homme d'Etat. Deux ans plus tard, lord Derby ayant mis à exécution son intention plusieurs fois annoncée de quitter le pouvoir, il désigna M. Disraeli comme le seul homme capable de recueillir sa succession de premier ministre. " Pendant vingt années, écrivait le *Times*, M. Disraeli a peu à peu réorganisé les forces de son parti dans le parlement, et il l'a trois fois ramené au pouvoir. L'heure est arrivée pour le fidèle serviteur de commander à son tour ; et M. Disraeli n'aurait pu accepter une autre situation sans une déchéance morale qui eût été indigne de lui et qui eût fait peu d'honneur à son parti."

Le succès du ministre canadien fut beaucoup plus rapide. A peine siégeait-il en chambre depuis deux ans et demi qu'il était nommé receveur-général dans le cabinet Draper-Daly, puis commissaire des terres de la couronne. Il passa six ans dans l'opposition, de 1848 à 1854 ; mais, si l'on excepte les quarante-huit heures d'existence du ministère Brown-Dorion en 1858—le cabinet le plus éphémère dont on ait souvenance—le règne libéral de 1863 et 1864, puis les cinq années de l'administration Mackenzie, il forma partie de tous les autres gouvernements qui ont présidé depuis aux destinées du pays, longtemps comme premier ministre et presque toujours comme

chef du parti conservateur anglais. C'est dire qu'il a été ministre de la couronne pendant vingt-quatre ans et membre de la chambre basse plus de trente-cinq ans. Quant à M. Disraeli, il compte quarante-deux années de vie parlementaire, ayant rempli les fonctions de législateur—comme il se plait à le dire dans son langage biblique—autant d'années que le roi David a régné. L'influence que ces deux hommes politiques ont exercée dans cette longue période de temps sur la législation de leur pays est trop grande pour pouvoir être convenablement appréciée dans cette courte étude.

V

Par la seule force de son talent, M. Disraeli s'est imposé au parti tory—le parti le plus aristocratique du monde, malgré de vives préventions contre celui que l'on appelait un faiseur de romans, sans blasons, sans fortune, n'ayant dans les veines —comme il le disait dans son premier discours aux électeurs — le sang ni d'un Plantagenet ni d'un Tudor ; malgré des antipathies beaucoup plus prononcées encore contre la race juive à laquelle appartenaient ses ancêtres. On sait que les fils d'Israël n'ont été admis à la Chambre des communes d'Angleterre qu'après de longues années de luttes, lorsque les portes de la législature canadienne leur étaient ouvertes depuis longtemps, cette colonie ayant ainsi donné une leçon de générosité à la métropole. En

effet, l'émancipation politique des Juifs au Canada remonte à 1832, tandis qu'elle ne fut décrétée que vingt-six ans plus tard par le parlement impérial.

L'origine de Disraeli lui a valu bien des quolibets, bien des invectives; mais loin d'en rougir, il n'a cessé d'exalter sa race—une race proscrite et injustement persécutée—comme étant la plus ancienne qui existe. Le plus sanglant outrage à ce sujet, il le reçut un jour d'O'Connell, qui déclara, en pleine assemblée publique, que ce représentant juif descendait évidemment en droite ligne du mauvais larron qui mourut impénitent sur la croix. Le célèbre patriote irlandais se vengeait ainsi de la volte-face opérée par M. Disraeli, qui, on le croirait difficilement, avait brigué les suffrages des électeurs de High Wycombe, en 1832, sous l'égide même du radical Hume et d'O'Connell, après avoir lancé un programme dans lequel il affirmait qu'il ne portait la livrée d'aucun parti et que " pour fortifier les principes démocratiques il fallait recourir aux parlements triennaux et au scrutin secret." Profession de foi fort peu conservatrice qu'il n'a pas tardé à désavouer dans le reste de sa carrière !

Malgré tant d'obstacles à son avancement, M. Disraeli ne perdit jamais espoir dans son étoile ; il se concilia habilement les bonnes grâces des familles aristocratiques, après en avoir fait des portraits peu flatteurs dans ses romans ; triompha des jalousies de ses rivaux par la supériorité de son talent, et personnifia l'esprit national dans

ses discours et ses actes au point d'être accepté définitivement par le peuple presque tout entier. Si nul homme politique n'a eu autant de difficultés à franchir pour devenir premier ministre de la reine, on ne saurait refuser de reconnaître qu'il a répondu dignement à la haute confiance qui lui a été témoignée. En effet, l'histoire dira que ce fils de juif—auquel M. Gladstone a un jour reproché " de n'avoir pas dans les veines une goutte de sang anglais " — s'est montré aussi soucieux du prestige et de l'agrandissement de l'Angleterre qu'aucun ministre avant lui, sans excepter Palmerston, ni même l'illustre Pitt, cet Anglais *intus et in cute*, comme on l'a appelé.

Pour arriver en définitive à la direction du parti conservateur, M. Disraeli n'hésita pas à abandonner son chef, sir Robert Peel, avec une phalange nombreuse (1844), qui fut d'abord commandée par lord George Bentinck, au souvenir duquel son ancien lieutenant a consacré un livre tout à fait intéressant. Cependant, la raison d'ambition personnelle peut n'être pas la seule véritable cause de sa défection ; car Peel commençait à relâcher le système de la protection, à laquelle les députés conservateurs, représentant principalement les districts ruraux, s'étaient identifiés jusqu'alors —d'un coup il avait supprimé les droits sur sept cent cinquante articles—pour établir, deux ans plus tard, la liberté du commerce, qui était réclamée par tout le parti libéral, Cobden, Bright et Russell en tête.

C'est dans la lutte impitoyable qu'il dirigea contre sir Robert Peel—lutte qui finit par amener la chute du cabinet—que M. Disraeli attira sur lui l'attention générale en prodiguant les ressources de son talent oratoire et les sarcasmes les plus mordants pour dénoncer l'infidélité du premier ministre aux principes conservateurs. Il n'est pas sans intérêt de constater que M. Disraeli aurait combattu sir Robert Peel parce que celui-ci désertait la cause de la protection, à laquelle il devait lui même renoncer par la suite. Comme trait des mœurs politiques anglaises, nous pouvons ajouter que cette guerre implacable n'empêche pas aujourd'hui le fils de sir Robert Peel de compter parmi les plus ardents partisans de l'ennemi de son père, à la Chambre des communes.

Sir John Macdonald prit en 1856 la direction du parti conservateur haut-canadien. Son prédécesseur, sir Allan Macnab, avait alors perdu beaucoup de sa force et de sa popularité ; il inspirait aussi des antipathies presque insurmontables à une portion du parti réformiste uni aux tories, et l'on crut qu'il valait mieux confier le commandement à un homme plus actif, moins compromis dans les luttes et moins attaché aux traditions du passé. Sir Allan Macnab pardonna difficilement à son lieutenant d'avoir été choisi pour le remplacer, et vota même contre le cabinet dont ce dernier formait partie. Ce désaccord ne dura pas toujours, car les conservateurs portèrent leur ancien chef, en 1862, à la présidence de la chambre haute.

VI

Un critique de M. Disraeli nous dit qu'il a gagné son parti aux idées qui lui sont chères, mais qu'il n'exige pas trop, ne tendant jamais la corde jusqu'à la rompre, consentant même à des sacrifices opportuns, non-seulement pour ses amis, mais pour ses ennemis. Sous sa direction, les tories, parfois intolérants et rétrogrades, se sont transformés définitivement en conservateurs, c'est-à-dire en hommes attachés aux traditions du passé, attachés à l'essence même des institutions anglaises, mais sachant faire la part des besoins et du progrès moderne, sachant redresser des abus séculaires, sachant émonder le vieil arbre constitutionnel de ses branches vermoulues. " En essayant, malgré ma faiblesse, de diriger les affaires du grand parti auquel nous sommes fiers d'appartenir," disait M. Disraeli dans une circonstance publique, " je me suis toujours efforcé de séparer dans ses opinions ce qui est immuable de ce qui n'est qu'accidentel. Toujours, aussi, je me suis efforcé de lui donner une base large et nationale, parce que je le considère comme un parti essentiellement et profondément national, comme un parti dont l'attachement aux institutions repose sur la conviction qu'elles sont le résultat des besoins du pays et sont, à ce titre, la plus sûre garantie des libertés, de la grandeur et de la prospérité de l'Angleterre."

Dans l'un de ses premiers écrits : *A Vindication of the Constitution*, M. Disraeli attribue ce même rôle de réformateur du parti tory à lord Bolingbroke —l'un des contemporains de Walpole—rôle qu'il n'aurait fait que continuer, avec un succès, néanmoins, beaucoup plus remarquable :

" Dans une série d'écrits qui n'ont pas été surpassés dans notre littérature par leur patriotisme inspiré, par leurs vues profondes et judicieuses et par l'éloquence dont ils sont empreints, lord Bolingbroke—dit M. Disraeli—enleva du toryisme toutes ces doctrines absurdes et odieuses que ce parti avait adoptées fortuitement, exposa clairement son caractère essentiel et permanent, prépara son retour au pouvoir, puis cette carrière de popularité et de triomphes que doit toujours produire la politique d'une administration inspirée par l'esprit de nos libres et antiques institutions."

Au Canada, la même transformation s'est opérée sous l'impulsion de sir John Macdonald, depuis l'alliance des tories haut-canadiens et des réformistes de l' ole Baldwin avec le parti français fondé par Lafontaine et Morin, alliance d'où est sorti le grand parti conservateur qui gouverne le pays depuis tant d'années. Cette transformation n'est pas peu surprenante lorsqu'on se rappelle les anciennes luttes des tories contre les droits que réclamaient nos compatriotes avant l'Union, puis les discussions orageuses—qui faillirent prendre les proportions d'un soulèvement populaire—occasionnées par la question de l'indemnité des pertes subies par les habitants du Bas-Canada à la suite de l'insurrection de 1837. D'ennemis de la cause française, les tories ainsi régénérés devinrent nos plus fidèles alliés, les meilleurs défenseurs de nos droits. Même pendant quinze ans, ils nous ont aidé à tenir en échec les

clear-grits qui, à cette époque, exploitaient d'une façon déplorable les préjugés religieux et nationaux.

Après avoir donné dans les fautes de son parti, le député de Kingston, devenu ministre, ne tarda pas à comprendre que l'union des races est indispensable pour imprimer à ce pays un caractère d'homogénéité et consolider ses institutions politiques, et les efforts qu'il a faits dans ce sens, souvent au dépens de sa popularité parmi ses compatriotes, constituent l'un de ses plus beaux titres de gloire. Ce n'est pas trop dire qu'il a travaillé à cimenter l'alliance des éléments anglais et français du pays avec la même ardeur que M. Disraeli a déployée pour unir par des liens d'intérêt mutuel les deux grandes nations dont nous descendons et les faire marcher fièrement à la tête de la civilisation.

VII

Nous avons affirmé plus haut que M. Disraeli a toujours eu en vue la prospérité et la grandeur de son pays. Il professe aussi la plus haute admiration pour la constitution anglaise, la plus parfaite, selon lui, de toutes les formes de gouvernement, anciennes et modernes. Ecoutons ce qu'il en dit dans un discours resté célèbre :

" Si l'antiquité, non plus que l'expérience récente de l'époque moderne, ne nous offrent point pareil exemple d'un gouvernement libre fondé sur la base la plus large des droits populaires et combinant les libertés du peuple avec les garanties que donne l'existence d'une aristocratie et

d'un système monarchique ; si l'esprit cultivé des Grecs, la grande âme des Romains, le brillant génie de l'Italie féodale n'ont pu accomplir ce grand résultat, restons de plus en plus attachés à cette incomparable création de nos ancêtres ; honorons la constitution anglaise avec un sentiment encore plus profond de vénération et de gratitude. Cette constitution, milord, a établi l'égalité civile dans un âge rude, et ses bienfaisants effets ont précédé de plusieurs siècles les sublimes théories de la philosophie moderne ; nous ayant faits égaux, elle nous maintient libres. Elle a fondé un empire aussi durable que celui de Rome, aussi riche que la république carthaginoise. Elle a, en même temps, assuré le progrès le plus complet de notre agriculture, le développement le plus étendu de notre commerce ; elle nous a donné les manufacturiers les plus habiles, des armées victorieuses, des flottes invincibles. Sous son égide bienfaisante, la puissance intellectuelle de l'Angleterre, sa valeur indomptable, son énergie nationale ont marché de pair avec son agrandissement politique. Les auteurs anglais ont formé l'esprit de l'Europe et imprimé leur souffle au génie vigoureux d'un nouveau monde."

Le parti libéral avait paru faire tout en son pouvoir pour affaiblir le lien colonial, pour détacher de la mère-patrie ces nombreuses dépendances qui, semées dans les cinq parties du monde, forment l'un des plus grands empires qui aient jamais existé. Mais M. Disraeli a su mieux comprendre les intérêts immenses confiés à ses soins. Bien loin de favoriser le démembrement de l'Angleterre, il a travaillé à resserrer son union avec ses colonies, union qui constitue sa richesse et sa force, union qui, dans un cas de guerre, peut lui être d'un avantage inappréciable, et lui permettre de dire, comme autrefois Pyrrhus parlant de l'empire romain : " Je n'aurai qu'à fouler la terre pour en faire sortir des légions ! "

Dans une sphère nécessairement plus rétrécie, sir John Macdonald a servi la cause nationale avec le même zèle. En toute circonstance, il

a exalté les avantages de l'union du Canada avec la Grande-Bretagne, consacrant toute son énergie à asseoir sur une base stable les institutions politiques anglaises au nord de ce continent.

Le premier ministre canadien rêve une grande alliance anglo-saxonne, dont la métropole serait le pouvoir central, et les colonies, des puissances auxiliaires, toutes unies sous le même souverain, toutes unies par un même dévouement aux intérêts britanniques. D'après ce plan, l'empire se trouverait presque organisé sur la base du système planétaire : lui-même serait la planète puissante autour de laquelle pivoteraient, comme autant de satellites, ses nombreuses dépendances. C'est une grande idée qui ne saurait tarder de tomber dans le domaine de la discussion publique ; car nos relations coloniales sont évidemment en train de subir une transformation dont il est difficile encore de prévoir toutes les conséquences. Recueillons quelques-unes des paroles que sir John Macdonald prononçait, il y a quelques années, pour développer ce vaste projet qu'il signalait dès 1865, lors du débat sur la confédération du Canada :

« Vingt-cinq ans—disait-il—ce n'est qu'un jour dans la vie d'une nation, et cependant cette période de temps verra l'accomplissement de ce projet. La Grande-Bretagne aura alors quarante millions d'âmes ; le Canada, dix millions ; l'Australie, plusieurs millions : l'Afrique du Sud aura pris un développement considérable ; et ces pays, joints à la Nouvelle-Zélande, qui est presque aussi grande que l'Angleterre, seront autant de contrées auxiliaires distinctes, toutes réunies autour du pouvoir central, l'Angleterre. Je ne désire pas la représentation des colonies dans le parlement impérial ; car celui-ci pourrait réclamer le droit de nous taxer ; mais je souhaite voir s'accomplir une alliance entre

ces pouvoirs auxiliaires et le gouvernement central, basée sur un traité semblable à celui qui unit actuellement l'Angleterre au Canada. Cette alliance serait offensive et défensive, et quiconque s'attaquerait à l'une de ces puissances s'attaquerait en même temps à une demi-douzaine de nations."

Ce même superbe plan semble caressé par lord Beaconsfield, en qui les colonies ont toujours trouvé un défenseur éclairé ; car il comprend que leur sort est associé à la grandeur future de l'Angleterre. Comme l'intérêt est l'un des meilleurs liens, cette immense confédération pourrait peut-être s'organiser aussi sur une base commerciale, de façon à faciliter les échanges entre ces nombreuses populations qui, dispersées sous des latitudes diverses, croissent et prospèrent cependant sous un drapeau commun, le drapeau de l'antique Albion.

VIII

Avant ces derniers temps, le parti conservateur anglais se reposait principalement sur l'influence des familles aristocratiques, qui, à elles seules, possèdent la plus grande partie du sol. Par contre, les whigs se recrutaient surtout dans la bourgeoisie et les classes ouvrières. Avec une rare habileté, M. Disraeli a su triompher de l'hostilité des artisans contre le parti conservateur, les attirer vers lui par une politique large et progressive, puis les enrégimenter par milliers sous son drapeau.

La réforme électorale qu'il a opérée, en 1867, était beaucoup plus libérale, beaucoup plus radicale

que celle que proposaient les whigs qui, depuis plus de trente ans, avaient fait de cette question leur cheval de bataille. "On nous a reproché," disait M. Disraeli, quelque temps après l'adoption de la loi, " de nous être opposés à une réforme très restreinte et d'avoir fait prévaloir une réforme très large ; mais ce n'est point là un reproche pour nous, c'est notre mérite principal. Nous avons combattu la première, parce qu'à nos yeux elle n'offrait aucune conclusion réelle, et parce que si le pays demandait, en effet, une solution, c'était une solution permanente." Ce n'est pas la première fois que les tories allaient plus loin que les whigs dans la voie des idées larges et généreuses ; car on sait que l'émancipation des catholiques fut adoptée par un cabinet tory, présidé par le duc de Wellington. Au reste, M. Disraeli a prétendu, en maintes circonstances, que les tories sont, plutôt que les whigs, les véritables réformateurs.

A part la loi de réforme, M. Disraeli avait acquis bien d'autres titres à la reconnaissance des ouvriers, notamment par la refonte de la législation sur le travail dans les manufactures, par la loi sur les logements insalubres et par plusieurs autres actes qui témoignent de sa sollicitude pour les déshérités de la fortune. Aussi, cette reconnaissance prit une forme bien touchante lorsqu'au lendemain de son élévation à la pairie, il lui fut présenté une couronne comtale, produit d'une souscription générale organisée parmi les ouvriers d'Angleterre pour rendre hommage à son mérite.

C'est aux élections générales de 1874 que le chef tory a surtout réussi à obtenir l'adhésion des classes laborieuses, qu'il a saluée comme un signe rassurant de l'union permanente de toutes les forces sociales de l'Angleterre, de la propriété, du travail et du capital.

De son côté, sir John Macdonald a su, par différents actes, rallier les votes des agriculteurs, des industriels et des ouvriers, dont l'alliance est irrésistible au jour du scrutin. Au nombre de ces actes, nous pouvons mentionner la protection de l'industrie indigène, l'extension de la franchise électorale et la reconnaissance légale des associations ouvrières. Le chef du parti conservateur canadien a ainsi trouvé la solution d'un problème que ses adversaires n'ont pas craint de qualifier de phénomène monstrueux : la création de l'ouvrier tory !

IX

Assurément, la fixité dans les principes, dans les idées—surtout en économie politique—n'a jamais été le caractère principal des hommes d'Etat anglais. Leur grand objet paraît être de s'adapter aux besoins, aux circonstances et au sentiment dominant dans le pays. Les tergiversations des politiques sont malheureusement de tous les temps, et on dirait que c'est pour les excuser qu'Horace a écrit ce vers célèbre :

Tempora mutantur et mutamur in illis.

On a vu, par exemple, lord Palmerston émigrer d'un camp à l'autre et s'assurer ainsi une longue

possession du pouvoir ; on ne soupçonnerait guère que M. Gladstone a formé partie d'un cabinet conservateur et qu'il a publié un livre en faveur de l'union de l'Eglise et de l'Etat, lui qui est devenu chef du parti libéral et a supprimé l'Eglise d'Irlande, et nous avons déjà constaté que sir Robert Peel n'hésita pas à arborer les couleurs de l'ennemi après avoir été le champion du système protecteur.

M. Disraeli n'a guère échappé à cette règle, et, une fois ministre, il s'est écarté de plus d'un principe qu'il avait chaudement prôné dans l'opposition. Ces variations n'ont pas trop lieu de surprendre s'il est vrai qu'il a proclamé un jour qu'un homme d'Etat ne doit pas se soucier de ses opinions, mais ne rechercher que ce qui est utile à son pays et conforme à l'esprit du temps. En 1845, il déclarait que la protection n'est pas un principe mais un expédient, et l'année suivante, la protection était, selon lui, non-seulement un principe, mais le pays lui devait sa prospérité : " J'affirme que le pays est prospère," disait-il en Chambre, " parce que vous lui avez donné une protection judicieuse et modérée." Il s'était alors détaché du chef conservateur, sir Robert Peel, qui avait supprimé les droits de douanes, et il ne craignait pas d'appeler son gouvernement " une hypocrisie organisée " : parole qu'un homme politique canadien lui a évidemment empruntée en l'appliquant au parti libéral, et qui est devenue fort en vogue.

Cela n'empêcha pas M. Disraeli d'accepter, plus tard, le fait accompli et même de s'enrôler sous la

d

bannière de la liberté du commerce, à laquelle il n'a cessé depuis d'être fidèle. " Ma conscience," disait-il dans un discours en date du 17 septembre 1851, " me rend le témoignage que, quand le système protecteur a été attaqué, j'ai fait de mon mieux pour le défendre ; mais autre chose est de défendre une législation qui existe ou de ramener une législation qui a été abrogée." Il est vrai que les idées d'Adam Smith avaient tellement envahi tous les esprits en Angleterre, à la suite de la fameuse croisade contre la loi des céréales, qu'il eût été impossible de vouloir revenir à l'ancien système, d'autant plus que l'Angleterre, grâce à ses immenses capitaux, à ses fortes industries, à son outillage perfectionné, pouvait alors soutenir avec avantage la concurrence des autres pays.

Depuis quelques années, cependant, l'Angleterre a vu naître de puissantes rivales qui lui disputent la suprématie industrielle, et, les circonstances changeant, le système protecteur—ou ce que l'on appelle la réciprocité des tarifs—pourrait bien avant longtemps redevenir le credo économique de ce pays. En effet, bien loin de progresser, la cause du libre-échange subit un mouvement rétrograde incontestable dans le monde entier. Aussi faudra-t-il que la métropole se protège en définitive contre une grande partie de l'Europe et de l'Amérique, de même que le Canada a dû user de représailles à l'égard des Etats-Unis qui avaient fermé leur marché à la plupart de nos produits.

Si le libre-échange a été établi en Angleterre par un protectionniste de la veille, sir Robert

Peel ; s'il y a été maintenu par un ancien adversaire de la liberté commerciale, M. Disraeli, par contre, la protection a été instituée ici par un homme qui est, croyons-nous, favorable au libre-échange en théorie, ou qui plutôt est d'avis que le système fiscal d'un pays—opinion que nous partageons entièrement—doit être basé sur les besoins et les circonstances de l'heure présente.

Il est vrai que le libre-échange est inapplicable au Canada—même en supposant qu'on pourrait remplacer les impôts indirects par les impôts directs pour nous donner le revenu nécessaire—puisque la république américaine, avec laquelle s'est fait le gros de notre commerce depuis quelques années, non-seulement refuse de donner libre accès à nos denrées, mais les frappe de droits presque prohibitifs. C'est ce qui a amené beaucoup de libre-échangistes en théorie à sanctionner la politique nationale récemment inaugurée par le parti conservateur.

X

Dans un discours que prononçait M. Disraeli, il y a quelques années, il émettait l'opinion hardie que l'Angleterre est une puissance asiatique dont le centre de gravité est à Calcutta. Pénétré de cette idée qui ne manque pas d'une certaine justesse — l'empire ayant dans l'Asie seule les trois quarts de ses sujets, environ cent cinquante millions—le chef tory a remué mer et monde pour étendre l'influence de son pays et lui

assurer une route libre vers ses immenses possessions orientales. C'est dans ce but qu'il a pris les mesures nécessaires pour contrôler la compagnie chargée d'administrer le canal de Suez—ce canal ouvert par un Français de génie, M. de Lesseps, pour le plus grand profit de l'Angleterre ; c'est dans ce but qu'il a acquis de la Turquie l'île de Chypre—cette île célèbre par ses souvenirs antiques et qui avait déjà été conquise par Richard Cœur de Lion au douzième siècle ; c'est dans ce but qu'il a résisté aux empiètemenis du colosse russe, le plus grand ennemi du lion britannique, qui voudrait s'agrandir en Orient non moins qu'en Occident ; c'est dans ce but encore que M. Disraeli a su ajouter à la couronne de Victoria une perle d'un prix inestimable, le glorieux titre d'Impératrice des Indes, qu'aucun des prédécesseurs de la reine n'avait jusqu'ici osé prendre.

Au commencement de cette étude, nous avons dit que M. Disraeli avait paru s'attacher à personnifier quelques-uns des héros de ses romans ou à accomplir plusieurs des hauts faits ou des projets plus ou moins audacieux qu'il leur prête. Cela est surtout vrai pour ce qui regarde l'Asie et l'Afrique—berceau de ses ancêtres—qu'il a visitées avec le plus vif intérêt dans sa jeunesse et qui lui ont inspiré les plus riches descriptions comme les rêves les plus brillants. Si l'on en doute, qu'on lise, par exemple, le langage que tient l'émir Fakredin dans son célèbre roman : *Tancred*, publié il y a plus de trente ans :

« Vous autres, Anglais, votre devoir est d'exécuter en grand le coup de tête dont s'avisa jadis le Portugal. Vous

feriez bien de quitter un petit pays qui ne vous suffit plus pour un vaste et magnifique empire. Que la reine d'Angleterre rassemble sa flotte, qu'elle y embarque ses trésors, son argent comptant, sa vaisselle d'or et ses armes précieuses ! qu'escortée de toute sa cour et des principaux personnages de son royaume, elle transporte le siége de son gouvernement à Delhi ! Elle y trouverait une armée excellente et d'inépuisables revenus. Je prendrai soin, quant à moi, de l'Asie-Mineure et de la Syrie ; c'est par la Perse et les Arabes qu'on peut gouverner les Afghans. Nous reconnaîtrons l'Impératrice des Indes pour notre suzeraine, et nous lui assurerons la tutelle des rivages du Levant. Si elle veut, elle aura Alexandrie, comme elle a Malte ; ce sera le plus grand empire que le soleil ait jamais vu, sans compter que la nouvelle impératrice sera délivrée à jamais des ennuis et des tracas que lui causent ses deux chambres."

Il n'est guère un article de ce programme fantastique—si l'on excepte sans doute la suppression des deux chambres—qui n'ait paru préoccuper lord Beaconsfield depuis qu'il est premier ministre. Comme le disait un écrivain anglais, qui lui est pourtant rien moins que sympathique, s'il n'a pas embarqué sa reine pour le pays du sandal et des diamants, il a mandé des cipayes en Europe pour la défendre et il l'a proclamée Impératrice des Indes. Il a fait reconnaître sa suzeraineté sur l'Asie-Mineure, et s'il s'est privé d'Alexandrie pour ne pas se brouiller avec la France, il a remplacé Alexandrie par l'île de Chypre[1].

Dans une sphère bien moindre, il est vrai, le premier ministre canadien poursuit le même but. Tout en travaillant à ouvrir à la colonisation les vastes territoires du Nord-Ouest—appelés à recevoir plus tard des millions d'habitants et à modifier les conditions économiques du monde

1 *The Political Adventures of Lord Beaconsfield.—The Fortnightly Review*, 1878.

entier— il consacre son énergie à la construction du chemin de fer du Pacifique qui, une fois en opération, sera la route la plus rapide, la plus directe, la plus libre entre l'Angleterre et les pays de l'Orient. Aussi, la mère-patrie ne saurait mieux favoriser ses véritables intérêts qu'en facilitant de toutes ses forces l'exécution de cette entreprise colossale. Outre que ce chemin lui donnera une communication indépendante avec les Indes, il développera un vaste pays où pourra s'établir le surplus de sa population, qui trop souvent se dirige du côté des Etats-Unis, dont la politique lui a presque toujours été hostile. Des millions de piastres dépensées de cette façon seraient autrement profitables à l'Angleterre que les sommes fabuleuses englouties en expéditions ruineuses à la recherche du passage du Nord-Ouest, dans le but de trouver la voie la plus courte entre l'Asie et l'Europe.

XI

On reprochait à sir Robert Peel — dit un biographe de M. Disraeli—d'être médiocrement aimable pour ses amis et de réserver pour ses adversaires toutes ses avances, tout ce qu'il y avait en lui de bonne grâce naturelle. Les partisans de M. Disraeli ne sauraient lui faire le même reproche. Mais s'il a beaucoup d'égards pour les brebis de son troupeau, il ne ménage guère les brebis du voisin, et ses sarcasmes — dont il manie l'art à un haut degré — tombent parfois de haut. C'est ce

L A Mercier

maître passé en raillerie qui a dit dans un de ses écrits : *A smile for a friend, a sneer for the world, is the way to govern mankind*—que l'on peut traduire comme suit : "Un sourire à son ami, un sarcasme pour le monde : c'est ainsi qu'on gouverne le genre humain."

Comme le chef des conservateurs anglais, sir John Macdonald sait se concilier l'affection et le dévouement de ses partisans. Il a pour eux, en général, des égards et des attentions qui manquent rarement leur effet. Il ne ménage pas ses adversaires au besoin, évitant cependant les colères stériles et se tenant presque toujours dans les bornes d'une raillerie fine et enjouée. On voit qu'il connaît tout le prix de ce mélange de bonne humeur et de sang-froid que lord Liverpool conseille aux hommes politiques : *An ounce of temper is worth a pound of wit* : "Une once d'empire sur soi-même vaut tout une livre d'esprit." Aussi, sa rare courtoisie et ses bons procédés lui ont souvent gagné des recrues précieuses, même parmi ses antagonistes les plus ardents.

Toutefois, ce serait une erreur de croire que sir John Macdonald n'excite pas des haines profondes dans le camp ennemi. En effet, personne n'a été attaqué avec plus d'acharnement par le parti libéral, qui ne saurait lui pardonner de lui avoir fermé si longtemps les avenues du pouvoir. On ne s'est pas contenté de lui reprocher ses fautes politiques, on a fouillé sa vie privée sans merci pour trouver des armes contre lui. Depuis trente ans—si l'on excepte la période de l'alliance éphémère de M. Brown avec le chef

conservateur en vue d'établir la Confédération—il n'est guère paru un exemplaire du *Globe* où sir John Macdonald n'ait été peint comme le Béelzébuth de son parti. Il ne lui a donc pas manqué cet autre trait de ressemblance avec M. Disraeli, qui prétend que, pour avoir beaucoup d'ennemis—pour être *the best abused man in England*—il ne s'en porte pas plus mal.

> La gloire est plus solide après la calomnie,
> Et brille d'autant mieux qu'elle s'en vit ternie.

A ni l'un ni l'autre on ne saurait adresser le reproche que l'on a fait à Palmerston de s'entourer de médiocrités afin de briller davantage ; car ils se sont efforcés d'attirer dans leur parti les hommes politiques d'une valeur réelle, ou de mettre en lumière les jeunes gens de mérite. Désireux avant tout de rendre le service public aussi parfait que possible, ils n'ont pas même hésité à conférer des charges très importantes à ceux de leurs adversaires qu'ils croyaient plus que tous autres en mesure de les remplir dignement.

On a pu voir que M. Disraeli a presque toujours agi comme chancelier de l'échiquier dans sa carrière ministérielle. La finance n'est pourtant pas le trait caractéristique de son talent—quoique ce faiseur de romans ait appris à traiter les matières les plus abstraites—et il est probablement inférieur, sous ce rapport, à M. Gladstone, qui s'est acquis une réputation considérable par ses brillantes dissertations statistiques et ses réformes économiques. M. Disraeli s'est contenté, d'ordinaire, d'exposer la situation d'une façon fort brève, fort

lucide, et une fois même il a prononcé en cinquante-cinq minutes le discours sur le budget, auquel un ministre des finances consacre communément plusieurs heures. Il laissait aux secrétaires de la trésorerie le soin de discuter et d'élucider les détails, se disant sans doute : *Dux sum et super arithmetican.*

Si la finance n'a pas beaucoup d'attraits pour lui, il entend l'art de la politique, l'histoire constitutionnelle et le mécanisme des institutions anglaises mieux probablement qu'aucun de ses contemporains. Comme lui encore, sir John Macdonald excelle sous ce triple rapport, plusieurs de ses discours et de ses mémoires accusant, par exemple, une connaissance du droit constitutionnel que peu de représentants de la mère-patrie possèdent au même degré.

Ni l'un ni l'autre ne sont, à proprement parler, de grands orateurs. Leur parole souple, facile et mordante est peut-être moins de l'éloquence que de l'action parlée. Cela n'empêche pas qu'ils savent mieux que personne, par l'effet de la parole, contrôler une chambre, la plier à leurs idées, à leurs sentiments, ce qui doit être l'un des plus beaux triomphes de l'art oratoire.

Comme succès d'éloquence, nous n'en connaissons guère de plus remarquable que celui que remporta sir John Macdonald quand il amena, par la seule force de son langage persuasif et entraînant, la Chambre des communes à approuver le traité de Washington à une majorité considérable. On sait que ce traité, auquel il prit part comme représentant spécial des intérêts canadiens,

soulevait à cette époque la plus vive opposition dans le pays, bien que les résultats n'aient pas été aussi funestes qu'on l'appréhendait. La majorité qui ratifia le traité se composait non-seulement de ses partisans, qui, pour un bon nombre, étaient d'abord revêches, mais de plusieurs libéraux qui avaient déjà condamné cette convention comme sacrifiant l'intérêt national au profit des Etats-Unis.

Tous les deux entendent aussi à un haut degré la stratégie parlementaire. Nul de leurs rivaux ne sait tirer parti avec autant d'adresse des ressources infinies de cet art difficile. Ils excellent à masquer leur jeu, à saisir le défaut de la cuirasse chez l'adversaire et à lui tendre des piéges auxquels il échappe rarement. Avec cela ils sont capables de prendre au besoin les décisions les plus hardies, les plus énergiques, d'opérer les évolutions les plus inattendues, les plus surprenantes, qui déroutent tous les calculs, tous les plans de l'ennemi. " Ce n'est pas tout," écrivait M. Disraeli dans son roman de *Vivian Grey*, " de gouverner les hommes, il faut encore les étonner." Aucun diplomate ne pratique aujourd'hui avec plus de succès que M. Disraeli l'art d'étonner sur le grand théâtre de la politique européenne.

XII

A l'exemple de maints personnages célèbres, tous les deux doivent beaucoup à leurs femmes. Celles-ci jouent parfois un rôle plus considérable

qu'on ne l'imagine dans la politique, leur influence étant d'autant plus forte qu'elle est moins perceptible.

On peut dire que lady Beaconsfield n'a pas peu contribué à assurer à son mari un avenir brillant en lui procurant la fortune sans laquelle on parvient difficilement en Angleterre. " Je ne cours pas après l'argent"—disait Macaulay—" mais je me convainc chaque jour que l'aisance est nécessaire à un homme qui veut s'illustrer et rendre des services à son pays."

Lorsque M. Disraeli sollicita la main de sa future compagne, en 1839, elle était la veuve d'un riche propriétaire, M. Wyndham Lewis, qui avait représenté précédemment le bourg de Maidstone. Point belle, ayant douze ans de plus que son second mari, pas remarquable pour son esprit, mais douée de beaucoup de jugement, elle lui a donné, par un dévouement inaltérable, le bonheur domestique, " seule source du bien pur et stable," selon l'auteur du roman: *The Young Duke*, qui n'est autre que M. Disraeli lui-même. Au plus brillant de sa carrière, ce dernier s'est montré reconnaissant envers sa femme, proclamant même qu'il lui devait tous ses succès.

Suivant une antique coutume, on distribue chaque année, à Dunmow, dans le comté d'Essex, une flèche de lard au couple marié qui jure sur la bible, devant l'autel de l'église, que, pendant un an et un jour, la paix du ménage n'a pas une seule fois été troublée par quelque querelle intestine. Or, M. et madame Disraeli n'ont pas craint de se présenter, il y a quelques années, devant les

autorités de Dunmow pour réclamer le prix d'une année entière de patience et de soumission mutuelle, qui leur fut décerné avec toutes les formalités de rigueur.

Pour ne dater que de douze ans, l'union de sir John Macdonald avec Mlle Suzanne-Agnès Bernard—fille de feu l'honorable M. Bernard, de la Jamaïque—a eu aussi la plus heureuse influence sur la dernière partie de sa carrière. Femme d'une haute intelligence, d'une grande distinction, d'un cœur généreux et dévoué, lady Macdonald s'est associée noblement à la bonne comme à la mauvaise fortune de son mari et a acquis le respect de toutes les classes de la société. Aussi, lorsque le chef du parti conservateur parcourut le pays en triomphateur, lors de la dernière campagne électorale, salué par les acclamations populaires, jusque dans les places fortes de l'ennemi, lady Macdonald a souvent eu sa bonne part des ovations décernées à son mari, recevant les adresses les plus flatteuses accompagnées de cadeaux précieux.

XIII

A maintes reprises, on a annoncé la retraite des deux hommes politiques qui font l'objet de ce parallèle ; mais nous ne croyons pas que jamais ils se soient arrêtés sérieusement à pareille idée. Leur parti ne désire pas d'autres chefs ; car, tout en tenant compte de leurs fautes et de leurs erreurs, il s'est habitué à croire qu'il ne pourrait

confier le commandement à des mains plus habiles et plus fermes. D'un autre côté, ses chefs n'auraient pu trouver des partisans plus indulgents et plus fidèles, et ils ont dû venir à la conclusion qu'ils étaient faits les uns pour les autres. Pour lui donner une marque tangible de leur appréciation de ses services, les amis de sir John Macdonald lui présentèrent, il y a quelques années, une somme considérable, fruit d'une souscription publique, répétant ainsi le témoignage de reconnaissance que les whigs décernèrent autrefois à Fox.

Lorsque M. Disraeli fut élu lord recteur de l'université de Glasgow pour l'année 1873—distinction éminente conférée tout récemment à M. Gladstone—il lui fut offert un grand banquet dans cette ville, et il saisit cette occasion de rappeler avec une satisfaction bien légitime qu'il avait été chef de parti pendant la plus longue période de temps dont il soit fait mention dans les annales de l'Angleterre —il comptait alors vingt-cinq années comme chef de parti, et il en a aujourd'hui plus de trente, soit cinq de plus seulement que sir John Macdonald. Les paroles qu'il prononçait à ce sujet ont un intérêt plus qu'ordinaire :

" La raison pour laquelle je suis resté le chef d'un parti pendant une si longue période, dans des circonstances difficiles et décourageantes, c'est que le parti que je dirige est le plus généreux et le plus indulgent qui ait jamais existé. Parfois, je ne puis m'empêcher de sourire lorsque j'entends constamment répéter les insinuations de gens qui se prétendent dans les secrets du monde politique et disent que le parti conservateur désire ardemment se débarrasser de mes services. Chaque fois que j'ai exprimé le désir d'abandonner la direction du parti, il m'a, avec une bienveillance extrême, prié de la garder, et si je fais une erreur, la seule différence qui se manifeste dans sa conduite, c'est que son indulgence et sa bienveillance redoublent "

La vie politique, avec ses alternatives de succès et de revers, est pour tous deux leur véritable élément, et ils pourraient difficilement s'en passer. Ils ont fait du service du pays leur état et leur devoir. Aussi paraît-il probable qu'ils resteront sur la brèche jusqu'à la dernière heure, succombant, peut-être comme autrefois Chatham, après avoir prononcé un dernier discours, dans l'enceinte parlementaire, pour défendre les intérêts de la nation.

Nous venons de parler des fautes et des erreurs de ces deux premiers ministres. Ni l'un ni l'autre ne prétendent à l'infaillibilité, et en plus d'une circonstance, ils ont déclaré que, s'ils avaient à refaire certains de leurs actes politiques, ils agiraient tout autrement. Nous avons entendu sir John Macdonald avouer franchement ses erreurs dans un langage à peu près semblable à celui dont s'est servi Disraeli, il y a quelques années, devant ses électeurs de Buckingham :

"Nul ne le sait mieux que moi : dans le cours d'une vie politique assez agitée et déjà, hélas ! d'une assez longue durée, j'ai fait bien des choses que je regrette, j'ai dit bien des choses que je déplore ; mais la carrière d'un homme public doit être jugée par son ensemble et par son caractère dominant. Quant à moi, je puis l'affirmer en toute sincérité, j'ai toujours cherché à maintenir la grandeur de mon pays : je n'ai jamais eu une seule pensée d'un intérêt bas, sordide ou exclusivement personnel, et de toutes les récompenses, celle que j'ambitionne le plus, c'est l'estime et la sympathie de mes concitoyens, sous quelque bannière politique qu'ils puissent être rangés."

Quoique ni l'un ni l'autre ne soient jeunes, leur disparition prochaine de la scène publique est rien moins que certaine. On a la vie dure dans la famille Disraeli. Ce dernier se plaisait jadis

à rappeler que son grand-père avait vécu quatre-vingt-dix ans et que son père était mort octogénaire, faisant remarquer à sa décharge que ce robuste vieillard avait été enlevé par une épidémie.

A l'âge de sir John Macdonald, les hommes politiques de l'Europe ne sont pas toujours à l'apogée de leur gloire. Les plus grands ministres du moment sont des vieillards : qu'il nous suffise de mentionner Disraeli, Bismark et Gortschakoff, sans compter ceux qui, naguère encore, tenaient le sceptre du pouvoir par leurs lumières et leur expérience : Thiers, Guizot et Palmerston, tous morts octogénaires, le dernier alors qu'il était premier ministre et membre de la Chambre des communes. Les actes les plus brillants de l'étonnante carrière de Disraeli lui-même ont été accomplis depuis qu'il est septuagénaire. Signalons en particulier le protectorat de l'Asie-Mineure, la création de l'empire des Indes, l'acquisition du canal de Suez, le traité de Berlin—l'un des plus remarquables succès diplomatiques des temps modernes.

En approchant du terme de leur course, il doit leur être agréable d'avoir su conserver pendant de longues années l'estime de leurs concitoyens, d'avoir obtenu la plus haute et la plus enviable situation à laquelle puisse aspirer un sujet anglais dans leur pays respectif, et d'avoir vu reconnaître leurs services publics de la façon la plus signalée.

La reine Victoria ne pouvait rendre un hommage plus flatteur à M. Disraeli qu'en décernant

la pairie, en 1867, au moment même où il allait quitter le pouvoir, à sa noble compagne, devenue ainsi comtesse de Beaconsfield, plusieurs années avant que son mari fût nommé membre de la Chambre des lords. De fait, on ne peut citer que quelques exemples d'une distinction de ce genre dans l'histoire d'Angleterre, parmi lesquels celui de la femme du premier Pitt, créée pairesse en son propre nom lorsque cet homme illustre ne portait pas encore le titre de lord Chatham.

On sait que M. Disraeli refusa la pairie lorsqu'elle lui fut d'abord offerte, ne voulant pas prendre sitôt ses invalides. Il redoutait probablement l'exemple de lord Chatham dont l'influence s'affaiblit quand l'âge lui fit abandonner les luttes actives des Communes—qui s'appelaient fièrement *the first assembly of gentlemen in Europe*—pour se réfugier dans l'enceinte plus paisible mais plus imposante de la Chambre des lords, que l'on a comparée, avec raison, au sénat des Romains. Bien loin de diminuer, l'influence de lord Beaconsfield n'a cessé de grandir depuis quelques années, et son action se manifeste parfois sous les formes les plus audacieuses dans le mouvement diplomatique du monde entier. Possédant la confiance de la nation, jouissant d'un pouvoir presque absolu, comblé des honneurs les plus insignes, on peut dire de lui comme d'un de ses prédécesseurs :

> Nor King, nor deputy of Kings,
> Yet greater than all Kings.

De son côté, sir John Macdonald a obtenu la distinction la plus éminente qui ait été offerte à un représentant des colonies, lorsqu'il a été

nommé membre du conseil privé pour l'Angleterre. Dans son récent voyage d'outre-mer, la reine lui a témoigné des égards tout particuliers, l'invitant même à sa table, et nous avons déjà dit qu'il fut l'hôte de son premier ministre, honneur qui a dû lui être extrêmement sensible.

Sans doute, il n'a pu exercer son talent sur un théâtre aussi vaste que celui où s'agite l'homme d'Etat anglais, mais nous ne le flattons pas en disant qu'il était assez brillamment doué pour jouer un premier rôle parmi les six cent cinquante députés qui composent les Communes d'Angleterre. La postérité n'onbliera pas son nom, n'eût-il fait, pour le lui rappeler, que contribuer largement à jeter les bases de cette grande confédération qui, suivant l'expression prophétique de Montalembert, doit un jour, des bouches de l'Orégon à celles du Saint-Laurent, devenir la rivale des Etats-Unis. Un nom inscrit sur pareil monument ne saurait périr.

Quelque soit le jugement de l'histoire, les deux premiers ministres de l'Angleterre et du Canada —dont nous venons de comparer la carrière—sont des exemples du succès éclatant réservé au talent, au travail et à la persévérance dans les pays véritablement libres. Si l'on a pu dire que le bâton de maréchal se trouve dans la giberne de tout soldat français, nous avons aussi la preuve qu'il n'est pas de degré si élevé de l'échelle sociale et politique auquel ne puissent atteindre les sujets de la reine Victoria, qui savent mériter la confiance de leurs concitoyens.